

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
15 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1988

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
252

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1817

Κύρωση διεθνούς σύμβασης εργασίας υπ' αριθ. 160 «για τις στατιστικές της εργασίας».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28, παρ. 1 του Συντάγματος η διεθνής σύμβαση εργασίας υπ' αριθ. 160 «για τις στατιστικές της εργασίας», που ψηφίστηκε κατά την εβδομηκοστή πρώτη σύνοδο της Διεθνούς Συνδιάσκεψης της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας στη Γενεύη, στις 25 Ιουνίου 1985, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής :

Convention 160

CONVENTION CONCERNANT LES STATISTIQUES DU TRAVAIL

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1985, en sa soixante et onzième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision de la convention (nº 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Considérant que ces propositions devraient prendre la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt - cinquième jour de juin mil neuf cent quatre-vingt-cing, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les statistiques du travail, 1985.

I. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à régulièrement recueillir, compiler et publier des statistiques de base du travail qui devront, en tenant compte de ses ressources, progressivement s'étendre aux domaines suivants :

a) la population active, l'emploi, le chômage s'il y a lieu, et, si possible, le sousemploi visible;

b) la structure et la répartition de la population active, afin de pouvoir procéder à des analyses approfondies et de disposer de données de calage;

c) les gains moyens et la durée moyenne du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) et, quand cela est approprié, les taux de salaire au temps et la durée normale du travail;

d) la structure et la répartition des salaires;

e) le coût de la main--d'œuvre;

f) les indices des prix à la consommation;

g) les dépenses des ménages ou, quand cela est approprié, les dépenses, des familles et, si possible, les revenus des ménages ou, quand cela est approprié, les revenus des familles;

h) les lésions professionnelles et, autant que possible les maladies professionnelles:

i) les conflits du travail.

Article 2

Lors de l'élaboration ou de la révision des concepts- des définitions et de la méthodologie utilisés pour la collecte, la compilation et la publication des statistiques requises en vertu de la présente convention, les Membre- doivent prendre en considération les normes et les directives les plus recentes établies sous les auspices de l'Organisation internationale du Travail.

Article 3

Lors de l'élaboration ou de la révision des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés pour la collecte, la complilation et la publication des statistiques requises en vertu de la présente convention, les organisations représentatives des employeurs et des travail leurs, lorsqu'elles existent, doivent être consultées, pour que leurs besoins soient pris en compte et que leur col laboration soit assurée.

Article 4

Rient dans la présente convention n'impose l'obligation de publier ou de révéler des données qui entraineraient, d'une quelconque façon, la divulgation de renseignements relatifs á une unité statistique individuelle telle qu'une personne, un ménage, un établissement ou une entreprise.

Article 5

Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à communiquer au Bureau international du Travail, dés que cela est réalisable, les statistiques compilées et publiées en vertu de la convention, et des informations concernant leur publication, et en particulier;

a) les renseignements appropriés aux moyens de diffusion utilisés (titres et numéros de référence dans le cas de publications imprimées ou descriptions équivalentes dans le cas de données diffusées sous toute autre forme);

b) les dates ou les périodes les plus récentes pour lesquelles les différenetes sortes de statistiques sont disponibles et les dates de leur publication ou diffusion.

Article 6

Des descriptions détaillées des sources, des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés lors de la collecte et de la complilation des statistiques conformément à la présente convention doivent être:

a) produites et mises à jour pour refléter les changements significatifs;

b) communiquées au Bureau international du Travail des que cela est réalisable;

c) publiées par l'organisme national compétent.

II. STATISTIQUES DE BASE DU TRAVAIL

Article 7

Des statistiques courantes sur la population active l'emploi, le chômage s'il y a lieu et, si possible, le sousemploi visible doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 8

Pour pouvoir procéder à des analyses approfondies et disposer de données de calage, des statistiques sur la structure et la répartition de la population active doivent être compilées de manière à ce qu'elles représen tent l'ensemble du pays.

Article 9

1. Des statistiques courantes sur les gains moyens et la durée moyenne du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) doivent être compilées pour toutes les catégories importants de salariés et toutes les branches d'activité économique importantes, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

2. Quand cela est approprié, des statistiques sur les taux de salaire au temps et la durée normale du travail doivent être compilées pour des professions ou des groups de professions importants dans des branches d'activité économique importantes, et de manière à ce qu'elles représentant l'esemble du pays.

Article 10

Des statistiques sur la structure et la répartition des salaires doivent être compilées pour des branches d'activité économique importantes.

Article 11

Des statistiques sur le coût de la main-d'œuvre doivent être compilées pour des branches d'activité économique importantes. Ces statistiques doivent, si possible, être compatibles avec les données sur l'emploi et

a durée du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) vouvrant le même champ.

Article 12

Des indices des prix à la consommation doivent être calculés afin de mesurer les variations dans le temps des prix d'articles représentatifs des habitudes de consommation de groupes de population significatifs ou de l'ensemble de la population.

Article 13

Des statistiques sur les dépenses des ménages ou quand cela est approprié, les dépenses des familles et, si possible, sur les revenus des ménages ou, quand cela est approprié, les revenus des familles doivent être compilées pour toutes les catégories et tailles de ménages privés ou de familles, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 14

1. Des statistiques sur les lésions professionnelles doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays et, si possible, pour toutes les branches d'activité économique.

2. Des statistiques sur les maladies professionnelles doivent, autant que possible, être compilées pour toutes les branches d'activité économique, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 15

Des statistiques sur les conflits du travail doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays et, si possible, pour toutes les branches d'activité économique.

III. ACCEPTATION DES OBLIGATIONS

Article 16

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention doit accepter, en vertu des obligations générales qui font l'objet de la partie 1, les obligations découlant de la convention en ce qui concerne l'un ou plusieurs des articles de la partie II.

2. Tout Membre doit spécifier, dans sa ratification, l'article ou les articles de la partie II pour lesquels il accepte les obligations decoulant de la présente convention.

3. Tout Membre qui a ratifié la présente convention peut par la suite notifier au Directeur général du Bureau international du Travail qu'il accepte les obligations découlant de la convention en ce qui concerne l'un ou plusieurs des articles de la partie II qui n'ont pas déjà été spécifiés dans sa ratification. Ces notifications auront force de ratification dès la date de leur communication.

4. Tout Membre qui a ratifié la présente convention doit exposer, dans ses rapports sur l'application de la convention présentés en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'état de sa législation et de sa pratique quant aux domaines couverts par les articles de la partie II pour lesquels il n'a pas accepté les obligations découlant de la convention, en précisant dans quelle mesure il a été donné effet ou il est proposé de donner effet aux dispositions de la convention en ce qui concerne ces domaines.

Article 17

1. Tout Membre peut, dans un premier temps, limiter le champ des statistiques visées par l'article ou les articles de la partie II pour lesquels il a accepté les obligations découlant de la présente convention à certaines catégories de travailleurs, certains secteurs de l'économie, certaines branches d'activité économique ou certaines régions géographiques.

2. Tout Membre qui limite le champ des statistiques en application du paragraphe 1 ci-dessus doit indiquer, dans son premier rapport sur l'application de la convention présenté en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'article ou les articles de la partie II auxquels s'applique cette limitation, en en précisant la nature et les raisons ; il doit exposer dans ses rapports ultérieurs les progrès qui ont pu être réalisés ou qu'il se propose de réaliser pour inclure d'autres catégories de travailleurs, secteurs de l'économie, branches d'activité économique et régions géographiques.

3. Après avoir consulté les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, tout Membre peut, chaque année, dans une déclaration communiquée au Directeur général du Bureau international du Travail dans le mois qui suit la date de la mise en vigueur initiale de la convention, apporter sur le plan technique des limitations ultéreures au champ des statistiques couvertes par l'article ou les articles de la partie II pour lesquels il a accepté les obligations découlant de la convention. Ces déclarations prendront effet une année après avoir été enregistrées. Tout Membre qui introduit de telles limitations devra fournir, dans ses rapports sur l'application de la convention présentés en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, les détails mentionnés au paragraphe 2 du présent article.

Article 18

La présente convention révise la convention concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938.

IV. DISPOSITIONS FINALES

Article 19

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 20

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la tratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 21

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, pas un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

3. Après avoir consulté les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés, tout Membre qui a ratifié la présente convention peut á l'expiration d'une période de cinq ans après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par une déclaration communiquée au Directeur géneral du Bureau international du Travail, ratirer son acceptation des obligations découlant de la convention en ce qui concerne l'un ou plusieurs des articles de la partie II, á condition qu'il maintienne son acceptation de ces obligations en ce qui concerne au moins l'un de ces articles. Cette déclaration ne prendra effet qu'une année aprés avoir été enregistrée.

4. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d' une année aprés l' expiration de la période de cinq ans mentionnée au paragraphe 3 ci-dessus, ne fera pas usage de la faculté prévue dans ledit paragraphehsera lié par les artieles de la partie II en vertu desquels il a accepté les obligations découlant de la convention pour une nouvelle période de cinq ans et, par la suite, peut retirer son acceptation de ces obligations à l' expiration de chaque période de cinq ans dans les conditions prévues au présent article.

Article 22

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l' Organisation internationale du Travail l' enregistrement de toutes les ratifications et dénonciationsqui lui seront communi quées par les Membres de l' Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l' Organisation l' enregisrtement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l' attention des Membres de l' Organisation sur la date à laquelle la présente convention enrera en vigueur.

Article 23

Le Directeur géneral du Bureau international du Travail communiquera au Secrétariat général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu' il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 24

Chaque fois qu' il le jugera nécessaire, le Conseil d' administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l' application de la présente convention et examinera s' il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

Article 25

1. Au cas où la Conférence adopterairt une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l' article 21 ci - dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partit de la date, de l' entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d' être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerairt en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l' auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 26

Les versions française et anglaise du texte de la présente covention prévention font également foi.

ΣΥΜΒΑΣΗ 160

ΓΙΑ ΤΙΣ ΣΤΑΤΙΣΤΙΚΕΣ ΤΗΣ ΕΡΓΑΣΙΑΣ

Η Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, που συγκλήθηκε στη Γενεύη από το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και συνήλθε εκεί στις 7 Ιουνίου 1985 στην 71η σύνοδό της·

Αφού αποφάσισε να υιοθετήσει διάφορες προτάσεις σχετικά με την αναθεώρηση της σύμβασης 63 σ' ό,τι αφορά τις στατιστικές μισθών και ωρών εργασίας, 1938, θέμα που αποτελεί το πέμπτο σημείο της ημερήσιας διάταξης της συνόδου·

Αφού έκρινε ότι αυτές οι προτάσεις πρέπει να λάβουν μορφή διεθνούς σύμβασης, αποδέχεται σήμερα 25 Ιουνίου 1985, την παρακάτω σύμβαση, που θα ονομάζεται Σύμβαση για τις στατιστικές της εργασίας, 1985.

I. ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 1

Κάθε μέλος που επικυρώνει αυτή τη σύμβαση αναλαμβάνει την υποχρέωση να συγκεντρώνει, να επεξεργάζεται και να δημοσιεύει τακτικά βασικές στατιστικές της εργασίας που πρέπει, λαμβάνοντας υπόψη τις πηγές του, να επεκτείνονται προοδευτικά στους ακόλουθους τομείς :

α) στον ενεργό πληθυσμό, την απασχόληση, την ανεργία, εφ' όσον υπάρχει και αν είναι δυνατό στην ορατή υποαπασχόληση·

β) στη δομή και την κατανομή του ενεργού πληθυσμού, ώστε να είναι δυνατή η λεπτομερειακή ανάλυση και η χρησιμοποίησή τους ως δεδομένα για τοπογραφικό σημείο αναφοράς·

γ) στα μέσα έσοδα και τη μέση διάρκεια της εργασίας (ώρες που πραγματικά πραγματοποιήθηκαν ή ώρες που αμείβονται) και όταν υπάρχει δυνατότητα, στα ποσοστά μισθών ανάλογα με το χρόνο και στην κανονική διάρκεια της εργασίας·

δ) στη διάρθρωση και την κατανομή των μισθών·

ε) στο κόστος του εργατικού δυναμικού·

στ) στους δείκτες τιμών καταναλωτή·

ζ) στα έξοδα των νοικοκυριών ή όταν υπάρχει δυνατότητα στά έξοδα των οικογενειών και τα εισοδήματα των νοικοκυριών και των οικογενειών εφ'όσον είναι δυνατό·

η) στις επαγγελματικές βλάβες κι όσο είναι δυνατό στις επαγγελματικές ασθένειες·

θ) στις εργατικές διαφορές.

Άρθρο 2

Κατά την εκπόνηση ή την αναθεώρηση των εννοιών, των ορισμών και της μεθοδολογίας που χρησιμοποιούνται για τη συγκέντρωση, την επεξεργασία και τη δημοσίευση των στατιστικών που απαιτούνται, σύμφωνα μ' αυτή τη σύμβαση, τα Μέλη πρέπει να λαμβάνουν υπόψη τους πιο πρόσφατους όρους και τις πιο πρόσφατες οδηγίες που καταρτίζονται υπό την αιγίδα της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας.

Άρθρο 3

Κατά την εκπόνηση ή την αναθεώρηση των εννοιών, των ορισμών και της μεθοδολογίας που χρησιμοποιούνται για τη συγκέντρωση, την επεξεργασία και τη δημοσίευση των στατιστικών που απαιτούνται σύμφωνα με αυτήν τη σύμβαση θα πρέπει να ζητείται η γνώμη των αντιπροσωπευτικών εργοδο-

τικών και εργατικών οργανώσεων, εφ'όσον υπάρχουν, ώστε να λαμβάνονται υπόψη οι ανάγκες τους και να εξασφαλίζεται η συνεργασία τους.

'Αρθρο 4

Η σύμβαση αυτή δεν επιβάλλει την υποχρέωση να δημοσιεύονται ή να αποκαλύπτονται δεδομένα που θα μπορούσαν μ' οποιονδήποτε τρόπο να προκαλέσουν τη διάδοση πληροφοριών σχετικά με μία ατομική στατιστική μονάδα όπως είναι ένα πρόσωπο, ένα νοικοκυριό, μια εγκατάσταση ή μία επιχείρηση.

'Αρθρο 5

Κάθε μέλος που επικυρώνει αυτήν τη σύμβαση αναλαμβάνει την υποχρέωση να κοινοποιεί στο Διεθνές Γραφείο Εργασίας, μόλις αυτό είναι πραγματοποιήσιμο, τις στατιστικές που έχουν αποτελέσει αντικείμενο επεξεργασίας και έχουν δημοσιευθεί σύμφωνα με τη σύμβαση και τις πληροφορίες που αφορούν τη δημοσίευσή τους και ειδικότερα :

α) τις κατάλληλες πληροφορίες για τα χρησιμοποιούμενα μέσα ενημέρωσης (τίτλοι και αριθμοί καταχώρισης σε περίπτωση έντυπων δημοσιεύσεων ή ισοδύναμων περιγραφών σε περίπτωση στοιχείων που μεταδίδονται μ' οποιαδήποτε άλλη μορφή),

β) τις πιο πρόσφατες ημερομηνίες και περιόδους για τις οποίες υπάρχουν διαθέσιμες στατιστικές διαφόρων ειδών και τις ημερομηνίες δημοσίευσης και μετάδοσής τους.

'Αρθρο 6

Λεπτομερειακές περιγραφές των πηγών, των εννοιών και των ορισμών, καθώς και της μεθοδολογίας που χρησιμοποιούνται κατά τη συγκέντρωση και την επεξεργασία των στατιστικών σύμφωνα μ' αυτήν τη σύμβαση πρέπει :

α) να καταρτίζονται και να δημοσιεύονται για ν' απεικονίζουν τις σημαντικές μεταβολές,

β) να κοινοποιούνται στο Διεθνές Γραφείο Εργασίας, μόλις αυτό είναι πραγματοποιήσιμο,

γ) να δημοσιεύονται από τον αρμόδιο εθνικό οργανισμό.

II. ΒΑΣΙΚΕΣ ΣΤΑΤΙΣΤΙΚΕΣ ΤΗΣ ΕΡΓΑΣΙΑΣ

'Αρθρο 7

Τρέχουσες στατιστικές σχετικά με τον ενεργό πληθυσμό, την απασχόληση, την ανεργία όπου υπάρχει κι αν είναι δυνατό την ορατή υποαπασχόληση πρέπει να έχουν αποτελέσει αντικείμενο τέτοιας επεξεργασίας ώστε ν' αντιπροσωπεύουν το σύνολο της χώρας.

'Αρθρο 8

Για να είναι δυνατή η διεξαγωγή λεπτομερειακών αναλύσεων και η ύπαρξη διαθέσιμων στοιχείων τοπογραφικών σημείων αναφοράς, πρέπει οι στατιστικές σ' ό,τι αφορά τη διάρθρωση και την κατανομή του ενεργού πληθυσμού να έχουν αποτελέσει αντικείμενο τέτοιας επεξεργασίας ώστε ν' αντιπροσωπεύουν το σύνολο της χώρας.

'Αρθρο 9

1. Τρέχουσες στατιστικές σ' ό,τι αφορά τα μέσα έσοδα και τη μέση διάρκεια της εργασίας (ώρες που πράγματι πραγματοποιήθηκαν ή ώρες που αμείβονται) πρέπει να αποτελούν αντικείμενο επεξεργασίας για όλες τις σημαντικές κατηγορίες μισθωτών κι όλους τους σημαντικούς κλάδους οικονομικής δραστηριότητας κατά τέτοιο τρόπο ώστε ν' αντιπροσωπεύουν το σύνολο της χώρας.

2. Όταν αυτό είναι δυνατό, θα πρέπει ν' αποτελούν αντικείμενο επεξεργασίας στατιστικές σχετικά με τα ποσοστά μισθών ανάλογα με το χρόνο και την κανονική διάρκεια της εργασίας για επαγγέλματα ή σημαντικές ομάδες επαγγελμάτων σε σημαντικούς κλάδους οικονομικής δραστηριότητας και με τρόπο ώστε ν' αντιπροσωπεύουν το σύνολο της χώρας.

'Αρθρο 10

Στατιστικές σ' ό,τι αφορά τη διάρθρωση και την κατανομή των μισθών πρέπει ν' αποτελούν αντικείμενο επεξεργασίας για σημαντικούς κλάδους οικονομικής δραστηριότητας.

'Αρθρο 11

Στατιστικές σχετικά με το κόστος του εργατικού δυναμικού πρέπει να αποτελούν αντικείμενο επεξεργασίας για σημαντικούς κλάδους οικονομικής δραστηριότητας. Οι στατιστικές αυτές πρέπει, αν είναι δυνατό, να είναι σύμφωνες με τα δεδομένα τα σχετικά με την απασχόληση και τη διάρκεια της εργασίας (ώρες που πράγματι έχουν πραγματοποιηθεί ή αμειβόμενες ώρες) που καλύπτουν το ίδιο πεδίο.

'Αρθρο 12

Οι δείκτες τιμών καταναλωτή πρέπει να υπολογίζονται ώστε να μετρούνται οι μεταβολές στο χρόνο των τιμών αντικειμένων αντιπροσωπευτικών των καταναλωτικών συνηθειών σημαντικών ομάδων του πληθυσμού ή του συνόλου του πληθυσμού.

'Αρθρο 13

Στατιστικές σχετικά με τις δαπάνες των νοικοκυριών ή, όταν είναι δυνατό με τις δαπάνες των οικογενειών ή τα εισοδήματα των νοικοκυριών και αν είναι δυνατό σχετικά με τα εισοδήματα των οικογενειών πρέπει ν' αποτελούν αντικείμενο επεξεργασίας για όλες τις κατηγορίες και μεγέθη ιδιωτικών νοικοκυριών ή οικογενειών και με τρόπο ώστε να αντιπροσωπεύουν το σύνολο της χώρας.

'Αρθρο 14

1. Στατιστικές σ' ό,τι αφορά τις επαγγελματικές βλάβες πρέπει ν' αποτελούν αντικείμενο επεξεργασίας έτσι ώστε ν' αντιπροσωπεύουν το σύνολο της χώρας και αν είναι δυνατό για όλους τους κλάδους οικονομικής δραστηριότητας.

2. Στατιστικές σχετικά με τις επαγγελματικές ασθένειες πρέπει, μέσα στο μέτρο του δυνατού, να τυγχάνουν επεξεργασίας για όλους τους κλάδους οικονομικής δραστηριότητας και με τρόπο ώστε να αντιπροσωπεύουν το σύνολο της χώρας.

'Αρθρο 15

Στατιστικές σχετικά με τις εργατικές διαφορές πρέπει ν' αποτελούν αντικείμενο επεξεργασίας, με τέτοιο τρόπο ώστε ν' αντιπροσωπεύουν το σύνολο της χώρας και αν είναι δυνατό για όλους τους κλάδους οικονομικής δραστηριότητας.

III. ΑΠΟΔΟΧΗ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΩΝ

'Αρθρο 16

1. Κάθε Μέλος που επικυρώνει αυτήν τη σύμβαση πρέπει ν' αποδέχεται, σύμφωνα με τις γενικές υποχρεώσεις που αποτελούν αντικείμενο του μέρους I, τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τη σύμβαση αναφορικά μ' ένα ή περισσότερα άρθρα του μέρους II.

2. Κάθε Μέλος πρέπει να εξειδικεύει στην επικύρωσή του, το άρθρο ή τα άρθρα του μέρους II για τα οποία αποδέχεται τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τη σύμβαση αυτή.

3. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτήν τη σύμβαση μπορεί στη συνέχεια να γνωστοποιεί στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας ότι αποδέχεται τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τη σύμβαση σ' ό,τι αφορά ένα ή περισσότερα άρθρα του μέρους II, τα οποία δεν έχουν ήδη εξειδικευτεί στην επικύρωσή του. Αυτές οι γνωστοποιήσεις θα έχουν ισχύ επικύρωσης από την ημερομηνία της κοινοποίησής τους.

4. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτήν τη σύμβαση πρέπει να περιγράφει στις εκθέσεις του για την εφαρμογή της σύμβασης, οι οποίες υποβάλλονται σύμφωνα με το άρθρο 22 του Καταστατικού της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, την κατάσταση της νομοθεσίας του και της πρακτικής του σ' ό,τι

αφορά τους τομείς που καλύπτονται από τα άρθρα του μέρους II για τα οποία δεν έχει αποδεχθεί τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τη σύμβαση, προσδιορίζοντας το μέτρο στο οποίο έχει δοθεί ισχύς ή υπάρχει πρόθεση να δοθεί ισχύς στις διατάξεις της σύμβασης σ' ό,τι αφορά αυτούς τους τομείς.

Άρθρο 17

1. Κάθε Μέλος μπορεί, αρχικά, να περιορίσει το πεδίο των στατιστικών που αναφέρονται στο άρθρο ή στα άρθρα του μέρους II, για τα οποία έχει αποδεχθεί τις υποχρεώσεις που απορρέουν απ' αυτήν τη σύμβαση σε ορισμένες κατηγορίες εργαζομένων, ορισμένους τομείς της οικονομίας, ορισμένους κλάδους οικονομικής δραστηριότητας ή ορισμένες γεωγραφικές περιοχές.

2. Κάθε Μέλος που περιορίζει το πεδίο των στατιστικών κατ' εφαρμογή της παραπάνω παραγράφου 1 πρέπει ν' αναφέρει, στην πρώτη του έκθεση σχετικά με την εφαρμογή της σύμβασης που υποβάλλεται σύμφωνα με το άρθρο 22 του Καταστατικού της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, το άρθρο ή τα άρθρα του μέρους II στα οποία εφαρμόζεται αυτός ο περιορισμός, προσδιορίζοντας τη φύση και τους λόγους του περιορισμού αυτού· πρέπει να αναφέρει στις μεταγενέστερες εκθέσεις του τις προόδους που σημειώθηκαν ή που πρόκειται να σημειωθούν για να συμπεριληφθούν κι' άλλες κατηγορίες εργαζομένων, τομείς της οικονομίας, κλάδοι οικονομικής δραστηριότητας και γεωγραφικές περιοχές.

3. Αφού έχει συμβουλευθεί τις ενδιαφερόμενες αντιπροσωπευτικές εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις, κάθε Μέλος μπορεί, κάθε χρόνο, με δήλωση που θα κοινοποιείται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας μέσα σ' ένα μήνα από την ημερομηνία της αρχικής έναρξης ισχύος της σύμβασης, να επιφέρει στο τεχνικό επίπεδο μεταγενέστερους περιορισμούς στο πεδίο των στατιστικών που καλύπτονται από το άρθρο ή τα άρθρα του μέρους II, για τα οποία έχει αποδεχθεί τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τη σύμβαση. Οι δηλώσεις αυτές θα τίθενται σε ισχύ ένα χρόνο μετά την καταχώριση τους. Κάθε Μέλος που εισάγει τέτοιους περιορισμούς θα πρέπει να παρέχει, στις εκθέσεις που υποβάλλει σύμφωνα με το άρθρο 22 του Καταστατικού της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας σχετικά με την εφαρμογή της σύμβασης, τις λεπτομερειακές πληροφορίες που αναφέρονται στην παράγραφο 2 αυτού του άρθρου.

Άρθρο 18

Η σύμβαση αυτή αναθεωρεί τη σύμβαση για τις στατιστικές των μισθών και των ωρών εργασίας, 1938.

IV. ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 19

Οι επίσημες επικυρώσεις αυτής της σύμβασης θα κοινοποιούνται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και θα καταχωρίζονται απ' αυτόν.

Άρθρο 20

1. Η σύμβαση αυτή δεσμεύει εκείνα μόνο τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας που η επικύρωσή τους θα έχει καταχωρισθεί από το Γενικό Διευθυντή.

2. Η σύμβαση αυτή θα αρχίσει να ισχύει δώδεκα μήνες μετά την καταχώριση των επικυρώσεων από το Γενικό Διευθυντή δύο Μελών.

3. Στη συνέχεια, η σύμβαση αυτή θα αρχίσει να ισχύει, για κάθε Μέλος, δώδεκα μήνες μετά την ημερομηνία καταχώρισης της επικύρωσής της από αυτό.

Άρθρο 21

1. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτήν τη σύμβαση θα μπορεί να την καταγγείλει μετά τη λήξη περιόδου δέκα ετών από την ημερομηνία της αρχικής έναρξης ισχύος της, με πράξη που θα κοινοποιείται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και θα καταχωρίζεται από αυτόν. Η καταγγελία θα ισχύει ένα χρόνο μετά την ημερομηνία της καταχώρισής της.

2. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτήν τη σύμβαση και που, μέσα σε διάστημα ενός έτους από τη λήξη της περιόδου των δέκα ετών που αναφέρεται στην προηγούμενη παράγραφο, δεν ασκήσει το δικαίωμα καταγγελίας που προβλέπεται σ' αυτό το άρθρο, θα δεσμεύεται για μια νέα περίοδο δέκα ετών και στη συνέχεια θα μπορεί να καταγγείλει αυτήν τη σύμβαση με τη λήξη κάθε δεκαετίας σύμφωνα με τους όρους που προβλέπει αυτό το άρθρο.

3. Αφού έχει συμβουλευτεί τις ενδιαφερόμενες αντιπροσωπευτικές εργοδοτικές κι εργατικές οργανώσεις, κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτήν τη σύμβαση μπορεί, με τη λήξη μιας περιόδου πέντε ετών από την ημερομηνία της αρχικής έναρξης ισχύος της σύμβασης με δήλωση, που θα κοινοποιείται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, να αποσύρει την αποδοχή της για τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τη σύμβαση σ' ό,τι αφορά ένα ή περισσότερα άρθρα του μέρους II, υπό τον όρο ότι θα διατηρήσει την αποδοχή της για τις υποχρεώσεις αυτές σ' ό,τι αφορά τουλάχιστον το ένα από αυτά τα άρθρα. Η δήλωση αυτή θα αρχίσει να ισχύει ένα χρόνο μετά την καταχώρισή της.

4. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτήν τη σύμβαση και, μέσα σ' ένα χρόνο μετά τη λήξη της πενταετίας που αναφέρεται στην παράγραφο 3 παραπάνω, δεν κάνει χρήση της δυνατότητας που προβλέπεται στην εν λόγω παράγραφο, θα δεσμεύεται από τα άρθρα του μέρους II σύμφωνα με τα οποία έχει αποδεχθεί τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τη σύμβαση για μια νέα πενταετία και στη συνέχεια θα μπορεί ν' αποσύρει την αποδοχή του σ' ό,τι αφορά τις υποχρεώσεις αυτές με τη λήξη κάθε πενταετίας υπό τους όρους που προβλέπονται στο άρθρο αυτό.

Άρθρο 22

1. Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα γνωστοποιεί σε όλα τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας την καταχώριση όλων των επικυρώσεων και των καταγγελιών που θα του κοινοποιούνται από τα Μέλη της Οργάνωσης.

2. Κοινοποιώντας στα Μέλη της Οργάνωσης την καταχώριση της δεύτερης από τις επικυρώσεις που του έχουν κοινοποιηθεί, ο Γενικός Διευθυντής θα επισημαίνει στα Μέλη της Οργάνωσης την ημερομηνία από την οποία θα αρχίσει να ισχύει η σύμβαση αυτή.

Άρθρο 23

Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα ανακοινώνει στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών, για καταχώριση, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, πλήρεις πληροφορίες σχετικά με όλες τις επικυρώσεις και τις πράξεις καταγγελίας που θα έχει καταχωρίσει σύμφωνα με τα προηγούμενα άρθρα.

Άρθρο 24

Το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας κάθε φορά που θα το κρίνει αναγκαίο θα υποβάλλει στη Γενική Συνδιάσκεψη έκθεση σχετικά με την εφαρμογή της σύμβασης αυτής και θα εξετάζει αν θα πρέπει να εγγραφεί στην ημερήσια διάταξη της Συνδιάσκεψης θέμα ολικής ή μερικής αναθεώρησής της.

Άρθρο 25.

1. Σε περίπτωση που η Συνδιάσκεψη ψηφίσει νέα σύμβαση που θα αναθεωρεί ολικά ή μερικά τη σύμβαση αυτήν και εφ' όσον η νέα σύμβαση δεν ορίζει διαφορετικά:

α) η επικύρωση από ένα Μέλος της νέας αναθεωρητικής σύμβασης θα επιφέρει αυτοδίκαια, κατά παρέκκλιση από τις διατάξεις του παραπάνω άρθρου 21, την άμεση καταγ-

γελία αυτής της σύμβασης, με την επιφύλαξη ότι θα έχει τεθεί σε ισχύ η νέα αναθεωρητική σύμβαση·

β) από την ημέρα που θα αρχίσει να ισχύει η νέα αναθεωρητική σύμβαση παύει η δυνατότητα για τα Μέλη να επικυρώνουν αυτήν την σύμβαση.

2 Η σύμβαση αυτή θα παραμείνει σε κάθε περίπτωση σε ισχύ με τη σημερινή μορφή και το περιεχόμενό της για τα Μέλη εκείνα που την έχουν επικυρώσει και δε θα επικυρώσουν την αναθεωρητική σύμβαση.

Άρθρο 26

Το γαλλικό και το αγγλικό κείμενο αυτής της σύμβασης είναι το ίδιο αυθεντικά.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς αυτού του νόμου αρχίζει από την ημέρα δημοσιεύσής του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 20 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 11 Νοεμβρίου 1988

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ**

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ — **ΠΑΝΑΓΙΩΤΗΣ ΡΟΥΜΕΛΙΩΤΗΣ**

ΕΡΓΑΣΙΑΣ — **ΓΙΩΡΓΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 11 Νοεμβρίου 1988

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΓΑΜΕΜΝΩΝ ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ